



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

27^{ème} édition du Salon des Entrepreneurs

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances**

Palais des Congrès - Paris

Jeudi 6 février 2020

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Bonjour à tous.

Je suis très heureux de vous retrouver pour mon troisième Salon des Entrepreneurs.

Je rentre tout juste du Vatican, où j'ai participé à une conférence sur un thème qui me tient très à cœur : le nouveau capitalisme. C'était une très belle conférence, la seule différence par rapport au Salon des Entrepreneurs, c'est que, pour une raison qui m'échappe totalement, il y avait moins de femmes que dans cette salle. Je voudrais donc rendre un hommage très appuyé à toutes les femmes entrepreneuses qui sont là aujourd'hui.

Mon premier message est très simple, c'est un immense merci à chacun d'entre vous.

Un immense merci, parce que les entrepreneurs et les entrepreneuses de France, ont créé 500 000 emplois depuis près de 3 ans dans notre pays. Vous venez d'afficher le record de créations d'entreprise, avec 780 000 entreprises créées en 2019.

Bravo à vous, bravo à votre énergie et bravo à votre créativité !

Merci, parce que c'est grâce à vous que la France conserve une des croissances les plus solides de la zone euro, même si chacun sait qu'en raison des grèves, le quatrième trimestre de 2019 a été décevant. Je sais que les grèves pèsent sur votre activité, pèsent sur votre chiffre d'affaires, en particulier dans le secteur de la restauration et de l'hôtellerie. Mais malgré cela, vous faites face et la croissance est au rendez-vous en France, davantage que dans le reste de la zone euro.

Mon deuxième message est également très simple : continuons. Nous continuons avec vous, nous continuons pour améliorer l'offre économique française, nous continuons pour améliorer votre productivité et créer toujours plus d'emplois pour notre pays. Nous continuons pour vous assurer un meilleur financement, parce que je sais que c'est au cœur de vos difficultés.

La patronne de Booking le disait tout à l'heure, cette question du "*scale up*" est absolument vitale pour faire grandir nos entreprises et permettre à chacun d'entre vous, qui avez votre projet, qui avez votre start-up, qui avez deux ou trois emplois, de grandir, de passer certains seuils, de passer certains caps et de créer les grandes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire dont notre pays a besoin.

Nous avons créé, avec le président de la République, un nouveau fonds de 6 milliards d'euros pour les entreprises de la *tech*. Je souhaite vérifier avec vous que l'argent ira bien aux entreprises de la *tech*, pour qu'elles puissent grandir. Nous nous assurerons, dans les mois qui viennent, que ce dispositif, qui a été voulu par le président de la République, et mis en place, permet bien à toutes les entreprises françaises de la *tech* de se développer, de grandir et d'acquérir la taille critique dont notre pays a besoin.

Notre objectif est simple : nous voulons 25 licornes françaises d'ici 2025, grâce à ces nouvelles capacités de financement. Nous allons donc continuer, parce que grâce à vous, nous avons ces résultats. Nous allons continuer, parce que vous créez des emplois et que vous créez des entreprises. De ce point de vue-là, je voudrais profiter de notre rencontre pour contester les analyses qui sortent actuellement sur les résultats de la politique du Gouvernement, que ce soient les analyses de l'OFCE, ou d'autres instituts d'analyse économique.



D'abord, je conteste leur méthode.

C'est quand même une drôle de méthode, de sortir un rapport sur la politique du Gouvernement, sans inclure 1 milliard d'euros de prime d'activité qui est l'instrument principal que nous avons voulu mettre en place, avec le président de la République et le Premier ministre, afin d'améliorer, justement la situation de tous ceux qui sont payés au niveau du Smic et qui n'arrivent pas à s'en sortir avec le seul niveau du Smic. La prime d'activité est là justement pour répondre à leurs difficultés.

C'est une drôle de méthode également, de ne pas intégrer dans ces analyses les mesures de soutien que nous apportons grâce à la suppression du reste à charge sur les soins dentaires ou sur les soins optiques.

C'est une drôle de méthode de livrer une analyse économique, sans valoriser la politique de santé publique qui est menée, avec la lutte contre l'addiction notamment. Je constate que, même avec cette méthode - que je conteste vigoureusement - les analystes reconnaissent que notre politique aide les classes moyennes en France, que notre politique aide ceux qui travaillent et qui veulent s'en sortir par le travail.

Je conteste leur méthode et je conteste, aussi, devant vous, les entrepreneurs et entrepreneuses de France, leur esprit.

Parce que dans le fond, ces analyses restent attachées à une vision redistributrice de la politique économique nationale. Une vision qui a, à mon sens, depuis des années, empêché la France de d'atteindre son plein potentiel. Cela fait des années, pour ne pas dire des décennies, que nous vivons avec cette même idée que, dans le fond, il faut redistribuer toujours plus, produire toujours moins et, au bout du compte, augmenter les taxes et les impôts pour financer tout cela.

Je ne crois pas que ce soit la bonne vision pour la France.

Je ne crois pas que la bonne vision pour la France, ce soit de réduire le niveau de production, d'augmenter la redistribution et de ne permettre aux gens de s'en sortir que par une politique de redistribution, toujours plus active, qui se solde par des impôts toujours plus élevés et des taxes toujours plus importantes.

Nous, nous croyons à une politique différente, qui est celle que vous menez, qui est celle qui fonctionne, qui est celle qui marche. C'est une logique économique radicalement différente, où nous voulons produire plus, produire mieux, créer des emplois et faire en sorte que le travail paye, afin que chacun puisse trouver un emploi dans notre pays.

Nous ne serons pas satisfaits tant que tous ceux qui, aujourd'hui, cherchent un emploi, tous ceux qui sont exclus de la société, tous ceux qui se battent pour retrouver un travail, n'auront pas retrouvé un emploi stable. Nous ne serons pas satisfaits tant que tous ceux qui travaillent ne pourront pas vivre dignement de leur activité et des revenus de cette activité.

Nous continuerons donc à mener cette politique, qui valorise les entrepreneurs, qui valorise le travail et qui rémunère bien tous ceux qui ont un emploi dans notre pays.

Mon dernier message, c'est que nous pouvons faire encore mieux, maintenant que les bases sont solides, maintenant que nous avons fixé une direction de politique économique qui est saine : politique de l'offre, création d'entreprise, création d'emplois et bonne rémunération du travail pour que chacun puisse en vivre dignement.



Il faut faire mieux et il faut faire plus. Nous sommes déterminés, dans les deux dernières années du quinquennat d'Emmanuel Macron, à faire plus et à faire mieux.

Faire mieux, c'est d'abord faire en sorte, comme je vous le disais, que le travail paye toujours davantage, en particulier pour ceux qui ont les revenus les plus modestes. Je pense que, là-dessus, nous pouvons faire encore mieux.

Nous avons mis en place un dispositif qui s'appelle l'intéressement, que nous avons largement simplifié. Je vous demande de vous saisir de toutes les opportunités, qui sont offertes par l'intéressement dans notre pays. Je veux simplement vous rappeler, que pour tous ceux qui ont des entreprises de taille moyenne, il n'y a plus de taxe sur l'intéressement. Il y avait une taxe à 20 %, elle est désormais supprimée. Ça ne vous coûte plus rien.

Je veux rappeler, à tous ceux qui sont inquiets ou réticents à l'idée de signer un accord d'intéressement, vous pouvez le signer pour un an et plus forcément pour trois ans. Vous testez, vous le faites pour un an et vous voyez si ça vous convient.

Enfin, je veux vous rappeler que, depuis hier très précisément, vous pouvez signer un premier accord d'intéressement de manière unilatérale, sans avoir besoin de consulter vos salariés. Vous avez juste à aller sur internet, vous regardez "accord d'intéressement". C'est très simple. Vous le sortez, vous le signez, et vos salariés sont associés aux résultats de l'entreprise.

À tous ceux qui me disent "attendez, mais nous, on vient de démarrer, on n'a pas de chiffre d'affaires formidable, donc ça nous ennuie de lier la rémunération des salariés aux résultats de l'entreprise", vous pouvez parfaitement, dans votre accord d'intéressement, prendre un autre critère que votre chiffre d'affaires.

Par exemple, vous pouvez prendre les objectifs en termes de responsabilité sociale et environnementale, vous pouvez prendre le nombre de clients, vous pouvez prendre l'appréciation de votre produit sur internet. Si l'appréciation augmente, que vos produits sont mieux valorisés et que vous mettez ça comme critère dans l'accord d'intéressement, ça vaut accord d'intéressement.

Je vous le redis, saisissez-vous de cette opportunité, parce que l'intéressement est une façon de créer du lien social dans l'entreprise. C'est une façon de créer de l'unité, dans l'équipe entrepreneuriale que vous représentez, et, c'est une façon, une nouvelle fois, de faire en sorte que le travail paie dans l'entreprise.

Nous pouvons faire mieux aussi, je pense, tous ensemble, sur la raison d'être des entreprises.

Moi, ça me frappe beaucoup quand je discute avec les enfants, les plus âgés d'entre eux en tout cas, de voir à quel point ça ne les intéresse plus de rentrer dans une grande entreprise parce qu'ils auront un bon poste, un bon bureau, un joli fauteuil et une rémunération correcte. Ce n'est pas ça qui les séduit.

Eux, ils veulent que leur travail ait un sens. Ils veulent que l'entreprise dans laquelle ils vont travailler participe à une évolution de la société : lutter contre le réchauffement climatique, tendre la main vers les plus faibles, apporter quelque chose à la société.

Vous avez la possibilité de vous doter d'une raison d'être et je pense que toutes les entreprises de France auraient intérêt à se doter de cette raison d'être, pour donner du sens à leurs activités, et, en se donnant du sens, être plus attractives pour les jeunes générations.



Je crois profondément que la France peut être un modèle entrepreneurial pour l'Europe et, pourquoi pas, pour le reste du monde.

Un modèle entrepreneurial par votre dynamisme, un modèle entrepreneurial par le souci de la justice dans la rémunération des salariés et dans l'association des salariés aux résultats. Un modèle entrepreneurial, dans le sens que vous donnez à votre activité et à l'activité de votre entreprise.

Enfin, il y a une troisième direction dans laquelle je pense que nous pouvons faire beaucoup mieux, dans laquelle, comme ministre de l'Economie et des Finances, je suis décidé à faire beaucoup, beaucoup, beaucoup mieux : c'est l'égalité entre les femmes et les hommes, dans le monde économique français. Nous n'y sommes pas, et c'est un combat qu'il faut livrer avec plus d'énergie. Avec Marlène Schiappa, nous sommes totalement déterminés à pousser ces idées de manière très concrète, dans les semaines qui viennent.

Le président de la République s'est engagé au G7 de Biarritz, au mois d'août, à porter une loi, un texte législatif sur l'égalité femmes-hommes dans le monde économique. Je veux que vous nous aidiez à porter ce texte de loi. Je veux que vous le réclamiez. Je veux que vous fassiez des propositions. Je veux vous associer à ce travail là. Nous devons travailler ensemble sur l'égalité femmes-hommes, pour permettre aux femmes d'être mieux représentées dans les comités de direction et dans les comités exécutifs des entreprises françaises.

Personne ne peut accepter que, dans les conseils d'administration des grandes entreprises françaises, il y ait 44% de femmes, mais que dans les comités exécutifs et les comités de direction, tout d'un coup, il n'y en ait plus que 17%. Nous devons viser la parité dans les comités exécutifs et les comités de direction. Personne ne peut accepter qu'il y ait encore 9% d'écart de salaire, à un niveau de compétence égal. Personne ne peut accepter que, lorsqu'une femme a son premier enfant, elle perd cinq années de carrière, là où son mari, son conjoint, lui, ne va pas perdre un seul mois de carrière, ni de salaire.

Nous sommes prêts à réfléchir à tous ces sujets, réfléchir à des quotas dans les comités exécutifs et les comités de direction. Nous sommes prêts à réfléchir à des mesures concrètes de transparence sur l'égalité salariale. Nous sommes prêts à réfléchir sur ce sujet fondamental du congé paternel. Comment faire pour que les pères puissent prendre davantage de congés, pour simplement soulager leurs femmes, leurs conjointes, lorsqu'il y a un enfant qui naît, et que ça ne retarde pas la carrière des femmes ? C'est un beau et un grand combat qu'il faut livrer, mais croyez-moi, il va demander votre soutien, votre énergie et votre intelligence collective.

Voilà les quelques messages que je voulais vous passer aujourd'hui.

Je rajoute quelques petits points internationaux, qui me paraissent importants.

À partir du moment où nous avons des entrepreneurs français et européens qui sont aussi vivants et aussi puissants, il faut que la politique européenne prenne aussi le relais et vous donne le cadre global qui vous permet de vous développer.

Il est urgent d'achever l'Union des marchés de capitaux pour que l'Europe ait enfin la profondeur de capitaux nécessaire, pour financer nos entreprises, et, que, lorsque vous êtes à un stade de développement avancé, que vous cherchez un ticket de 50 millions d'euros, vous ne soyez pas obligé de vous adresser de l'autre côté de l'Atlantique, mais que vous puissiez le trouver immédiatement en Europe et en France.



Il est urgent de rénover, comme nous l'avons proposé avec mon homologue allemand et mon homologue polonaise, la politique de concurrence européenne pour faire émerger des grands champions européens parce qu'un jour, certains d'entre vous dans cette salle auront réussi.

Ils auront créé une très grande entreprise. Ils voudront fusionner. Ils voudront créer un géant du digital de l'hôtellerie, de la restauration, de la chimie, de ce que vous voulez. Et on va leur dire "désolé, ce n'est pas possible, il y a des règles de concurrence, vous n'avez pas le droit de fusionner, il faut que vous divisiez vos activités". C'est étonnant, nous n'avons jamais demandé ni à Facebook, ni à Google, ni à Amazon de diviser, de séparer leurs activités. Mais en Europe, dès que nous voulons créer un géant, on nous demande de diviser et de séparer nos activités. Il faut rénover la politique de concurrence pour faire émerger des géants économiques français et européens.

Nous allons nous battre, aussi, pour vous assurer des protections, pour tous ceux ici qui ont innové, qui ont créé des start-up avec des technologies de pointe. Il ne s'agit pas que ces technologies de pointe soient ensuite récupérées par des investisseurs malveillants qui veulent uniquement piller des technologies, qui ont été inventées par vous, et financées très souvent avec le soutien des finances publiques françaises.

Nous avons renforcé les dispositifs de protection, l'Europe aussi, et c'est une bonne chose. Je pense qu'il ne faut pas hésiter à employer ce terme de protection. Nous pouvons être conquérant, vous l'êtes, et soucieux aussi de protection. Nous pouvons vouloir se développer, créer des géants dans tous les secteurs des technologies de pointe, et en même temps vouloir se protéger.

On peut vouloir, comme c'est notre cas, gagner la bataille du climat, lutter contre le réchauffement climatique et dire dans le même temps "mais si on veut réduire nos émissions de CO₂ à l'intérieur de nos frontières, il faut aussi mettre en place une taxe carbone à l'extérieur des frontières de l'Union européenne, pour qu'on ne réimporte pas de l'extérieur le CO₂ qu'on a réussi à réduire à l'intérieur de nos propres frontières".

N'opposons pas esprit de conquête et sens de la protection : je pense que les deux vont ensemble. Je pense que c'est aussi la responsabilité de la puissance publique, créer l'environnement le plus favorable possible au niveau national et au niveau européen pour que vous puissiez vous financer, grandir, vous développer, simplifier vos activités, mieux associer vos salariés. Montrer que l'esprit d'entreprise est aussi un esprit de justice et qu'il fait sa place à chacun, et dans le même temps vous garantir une protection contre tous ceux qui n'ont aucun intérêt à ce que vous vous développiez vite et bien.

En tout cas ça sera notre détermination avec l'ensemble du gouvernement, avec le président de la République, de vous permettre de grandir, de réussir, de vivre vos rêves et en même temps de vous garantir la protection de la puissance publique dont vous avez besoin

Merci à tous et encore bravo pour vos immenses succès ces dernières années.